

## **Accord-cadre n° 2025-06 : Prestations de transports d'apprenants en autocar avec chauffeur**

---













**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**C.C.A.P. N°2025-06**

---

Appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du  
code de la commande publique

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services</p> <p><u>Objet</u> : Prestations de transports d'apprenants en autocar avec chauffeur</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>GIP FCIP de Lille 111 Avenue de Dunkerque 59000 - Lille</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>GIP FCIP de Lille, 111 Avenue de Dunkerque, 59000 Lille</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 3 lots.</p>
	<p>La durée d'exécution est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie au sein du présent document.</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

# SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1.	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
ARTICLE 2.	OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 3.	DURÉE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 4.	DOCUMENTS DE L'ACCORD-CADRE .....	5
4.1.	Pièces contractuelles .....	5
4.2.	Pièces générales .....	5
ARTICLE 5.	ASSURANCES .....	6
ARTICLE 6.	INTERVENANTS .....	7
6.1.	Sous-traitance .....	7
6.2.	Groupement d'opérateurs économiques.....	7
<b>PARTIE 2.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 7.	REPRÉSENTATION DU GIP FCIP.....	8
ARTICLE 8.	REPRÉSENTATION DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 9.	EXECUTION DES PRESTATIONS .....	8
9.1.	Réunion de démarrage.....	8
9.2.	Modalités de commande.....	8
9.3.	Bilan semestriel.....	9
9.4.	Délai d'exécution .....	10
9.5.	Procédures en situation dégradée .....	10
ARTICLE 10.	OBLIGATIONS DES PARTIES .....	10
10.1.	Obligations du Pouvoir adjudicateur.....	10
10.2.	Obligations du titulaire.....	11
ARTICLE 11.	GARANTIES .....	13
11.1.	Garantie de compétences .....	14
11.2.	Garantie de continuité des prestations et de mobilisation des ressources .....	14
11.3.	Garantie du respect de la réglementation et des règles de l'art .....	14
11.4.	Protection de la main-d'œuvre .....	15
ARTICLE 12.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	15
ARTICLE 13.	RESPECT DES PRINCIPES D'ÉGALITÉ, DE LAÏCITÉ ET DE NEUTRALITÉ .....	15
ARTICLE 14.	CLAUSE DE RÉEXAMEN .....	16
14.1.	Objet de la clause de réexamen.....	16
14.2.	Déclenchement de la révision .....	16
14.3.	Modalités de mise en oeuvre.....	16
14.4.	Effet des modifications .....	16
14.5.	Limite de la clause.....	16
<b>PARTIE 3.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION.....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 15.	OPERATIONS DE VERIFICATION .....	17
15.1.	Vérifications.....	17
15.2.	Décision après vérifications.....	17
<b>PARTIE 4.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 16.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	18
16.1.	Modalités de fixation et contenu des prix .....	18
16.2.	Contenu prix .....	18
16.3.	Variation des prix.....	19
16.4.	Clause de sauvegarde.....	19
ARTICLE 17.	AVANCE .....	19
ARTICLE 18.	MODALITÉS DE PAIEMENT .....	19
18.1.	Délai de paiement .....	19
18.2.	Facturation.....	20
<b>PARTIE 5.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>21</b>
ARTICLE 19.	PÉNALITÉS .....	21
ARTICLE 20.	EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	22
ARTICLE 21.	CAS DE RÉSILIATION .....	23
ARTICLE 22.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	23
22.1.	Règlement amiable des litiges.....	23
22.2.	Juridiction compétente.....	23
ARTICLE 23.	DEROGATION AU CCAG FCS.....	24
ARTICLE 24.	SIGNATURE DES PARTIES .....	24
<b>ANNEXE 1 -</b>	<b>CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....</b>	<b>25</b>

## PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE LILLE	
Adresse : 111 avenue de Dunkerque CS 10023	Code postal : 59009 Lille Cedex
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : <a href="http://monavenirpro-hdf.fr/">http://monavenirpro-hdf.fr/</a>	

### ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services de transport de personnes et notamment des apprenants (écoliers, collégiens, lycéens, étudiants, jeunes non scolarisés, apprentis) se déplaçant en groupe dans le cadre de projets ou d'activités dont les financements, sont gérés par le GIP FCIP de Lille.

Celui-ci est subdivisé en 3 lots comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot
1	Transports au départ du Nord
2	Transports au départ du Pas-de-Calais
3	Transports au départ de la Picardie

Le nombre de trajets est fonction du calendrier scolaire et des divers projets ou activités organisées.

Les prestations attendues sont détaillées dans le CCTP.

### ARTICLE 3. DURÉE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

#### 3.1 Durée

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est reconductible expressément trois (3) fois pour une durée d'une année.

En cas de non-reconduction, la décision du GIP FCIP de Lille est notifiée au titulaire, par tout moyen conférant une date certaine de réception, avec un préavis de deux (2) mois avant la date d'expiration de la période en cours. Le titulaire ne peut s'y opposer.

Durée initiale	Reconduction	Durée totale maximale
12 mois	Reconductible 3 fois pour une période de 12 mois	48 mois

La durée maximale du contrat toute période confondue est de 4 ans.

### 3.2 Forme de l'accord-cadre

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre.

N° de Lot	Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre
1	Sans minimum	300 000 € HT
2	Sans minimum	250 000 € HT
3	Sans minimum	200 000 € HT

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il s'exécute par émission successive de bons de commande selon les besoins des services du GIP FCIP de Lille. L'émission des bons de commande peut être réalisée jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

Les bons de commandes pourront s'exécuter au plus tard 6 mois après la date de fin de l'accord cadre. Cependant l'engagement comptable devra avoir été fait avant la date d'échéance de celui-ci.

## ARTICLE 4. DOCUMENTS DE L'ACCORD-CADRE

### 4.1. Pièces contractuelles

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

Pièces contractuelles de l'accord-cadre	
1	L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière
2	Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
3	Le mémoire technique
4	Le cadre de réponses techniques
5	Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

### 4.2. Pièces générales

Pièces générales de l'accord-cadre	
1	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
2	Les normes et règlements approuvés par arrêtés ministériels applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.
3	Le code de la commande publique

4	Le code des transports
5	Le code du travail

Ces documents généraux ne seront pas joints à l'accord-cadre, le Titulaire reconnaissant néanmoins expressément leur caractère contractuel.

Le Titulaire du présent accord-cadre reconnaît le caractère évolutif par définition, qu'il soit technique, réglementaire ou autre. À ce titre, il reconnaît avoir l'obligation de se tenir informé en permanence de toute évolution des textes, normes etc., en relation avec l'objet du présent accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre sans accord préalable et exprès du l'Acheteur.

## ARTICLE 5. ASSURANCES

Le Titulaire (ou chaque membre du Groupement) est tenu de contracter et de maintenir pendant toute la durée des obligations contractuelles et/ou légales à ses frais les assurances de Responsabilité Civile et de Responsabilité Civile Professionnelle garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber (et/ou du fait d'éventuels sous-traitants) du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le Titulaire est tenu :

- de remettre une attestation d'assurance à l'Acheteur au plus tard à la date de notification du présent accord-cadre,
- de transmettre par la suite, sur demande de l'Acheteur, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi de la demande par l'Acheteur, et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre, une attestation d'assurance.
- fournir une attestation d'assurance au début de chaque année et ce, pendant toute la durée du présent accord-cadre.

En application du CCAG FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, l'absence de fourniture d'une telle attestation pourra constituer un motif de résiliation du présent accord-cadre.

Sur simple demande de l'Acheteur, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances. Il est expressément entendu par le Titulaire que :

- aucune limitation de garanties d'assurance en nature ou en montant ne sera opposable à l'Acheteur,
- l'existence d'assurances ne peut être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues et garanties dues par le Titulaire,
- la fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées au présent article constituent un préalable à la conclusion de l'accord-cadre,
- le Titulaire ne pourra répercuter à l'Acheteur aucun surcoût demandé par son assureur afin de délivrer des garanties conformes aux clauses du présent CCAP,
- le Titulaire s'engage à répercuter des obligations identiques sur ses sous-traitants et à justifier à toute demande de l'Acheteur que lesdits sous-traitants se conforment aux obligations ci-dessus.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, l'Acheteur se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire à la charge exclusive du Titulaire et, en cas de non-respect, de résilier l'accord-cadre aux torts de ce dernier.

## ARTICLE 6. INTERVENANTS

### 6.1. Sous-traitance

#### 6.1.1. *Présentation d'un sous-traitant*

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

#### 6.1.2. *Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement*

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

#### 6.1.3. *Paiement direct des sous-traitants*

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### 6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

## **PARTIE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION**

---

### **ARTICLE 7. REPRESENTATION DU GIP FCIP**

Le pouvoir adjudicateur est le GIP FCIP de Lille.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur du GIP FCIP de Lille ou toute personne habilitée par délégation pour l'exécution de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 8. REPRESENTATION DU TITULAIRE**

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne parmi son réseau de compagnie d'autobus un site référent et un interlocuteur privilégié auprès du GIP FCIP pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné. En cas d'absence de la personne habilitée à représenter le titulaire, ce dernier s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité de la prestation.

En cas de changement d'interlocuteur privilégié, le titulaire doit proposer un nouvel interlocuteur à l'intérieur de l'agence référente auprès du GIP FCIP disposant des mêmes compétences.

En cas de changement d'agence référente, le titulaire doit effectuer les transferts sans impacter l'organisation du GIP FCIP.

En complément de l'article 3.4 du CCAG-FCS, dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée à l'initiative du titulaire, ce dernier en avise le pouvoir adjudicateur sans délais et s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom et les qualifications dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par ces changements.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 9. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **9.1. Réunion de démarrage**

Après notification de l'accord-cadre, une réunion de démarrage sera organisée par le pouvoir adjudicateur pour laquelle le titulaire s'engage à se rendre disponible.

Le titulaire est tenu de participer sans indemnité particulière à toute réunion relative au fonctionnement du service, à laquelle il serait convié par la Personne Publique.

#### **9.2. Modalités de commande**

Les demandes sont faites au fur et à mesure de l'identification du besoin et font l'objet de bons de commande. Le titulaire de l'accord-cadre désignera un ou plusieurs interlocuteurs dédiés à la gestion des demandes émises par le GIP FCIP de Lille, pouvoir adjudicateur.



Ces demandes d'interventions seront envoyées par courriel et émises par différents demandeurs. Elles préciseront les dates, horaires et lieux du déplacement (villes de départ, d'arrivée et étapes éventuelles) ainsi que le nombre de personnes à transporter, les références de l'accord-cadre, le nom du demandeur ainsi que le service demandeur.

Dès la réception de la demande de prestations, le titulaire s'engage à transmettre par courriel, sa proposition et au plus tard 15 jours calendaires avant la date prévue de déplacement. Le devis correspondant qui vaut engagement du titulaire à assurer les déplacements demandés par le pouvoir adjudicateur.

Exceptionnellement et en cas de déplacement urgent nécessitant un devis dans un délai inférieur à 48 heures, la demande d'intervention pourra être sollicitée par téléphone et confirmée par courriel le même jour.

Le pouvoir adjudicateur confirme la demande d'intervention en renvoyant le devis signé pour valoir acceptation et adresse ensuite un bon de commande qui permettra au titulaire d'établir sa facture.

Le titulaire doit s'assurer que les bons de commande ou les devis soient bien signés par les personnes habilitées. Seuls les bons de commande ou les devis signés par le pouvoir adjudicateur ou ses représentants dûment habilités pourront être honorés par le titulaire. Toute prestation effectuée sans l'établissement d'un bon de commande restera à la charge du prestataire, sans recours contre le pouvoir adjudicateur. Le GIP FCIP communiquera au titulaire la liste des personnes habilitées à signer les bons de commande.

En cas de changement de lieu de prise en charge ou de destination ou en cas d'annulation, le pouvoir adjudicateur préviendra le titulaire au plus tard 48 à 72h ouvrés.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution de l'accord-cadre, il reste valide après l'expiration de l'accord-cadre.

### **9.3. Bilan semestriel**

Une réunion de suivi d'exécution sera réalisée par le pouvoir adjudicateur. Il pourra être demandé au titulaire d'être présent.

A l'issue de cette réunion un bilan semestriel de l'exécution de l'accord-cadre sera dressé. Ce bilan retracera l'ensemble des non-conformités constatées : les absences, les retards ainsi que les non-conformités techniques des cars proposés (défaut de capacité, absence de plateforme PMR, de climatisation sur la saison estivale...)

En cas de défaillance avérée, des pénalités pourront être appliquées dans les conditions définies à l'article 18 du CCAP.

Il sera, dans tous les cas, demandé au titulaire de mettre en place des actions correctives validées au préalable par le pouvoir adjudicateur.

#### 9.4. Délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans chaque bon de commande.

Prestation	Délai d'exécution
Établissement du devis avant la date prévue de déplacement	Au plus tard dans les 15 jours calendaires à la suite de la demande
Transmission des informations nécessaires à l'organisation du déplacement	Au plus tard 7 jours calendaires avant la date prévue de départ
Présentation des autocars aux lieux de chargement	Au plus tard 15 minutes avant l'heure fixée de départ
Information du titulaire au pouvoir adjudicateur des causes empêchant le déroulement normal du service en cas d'incident	Au plus tard dans l'heure qui suit
Remplacement ou le dépannage des autocars en cas de panne ou tout autre incident	Au plus tard dans les 30 minutes après l'incident
Transmission du rapport d'incident	Au plus tard 5 jours ouvrés après l'incident

#### 9.5. Procédures en situation dégradée

Le Titulaire est tenu d'assurer la continuité du service quelles que soient les circonstances, sauf en cas de force majeure. Une grève, une panne de véhicule et/ou la maladie d'un conducteur ne sont en aucun cas considérées comme des cas de force majeure.

Dans l'hypothèse où un service ne peut être exécuté ou ne peut l'être qu'avec une modification de ses caractéristiques, ainsi qu'en cas d'incident ou d'accident ayant pu mettre en cause la sécurité, le Titulaire est tenu d'informer sans délai la Personne Publique.

En dehors du cas de force majeure, le Titulaire supporte toutes les dépenses engagées par la Personne Publique pour faire assurer provisoirement les services en ses lieux et places.

## ARTICLE 10. OBLIGATIONS DES PARTIES

#### 10.1. Obligations du Pouvoir adjudicateur

Le GIP FCIP de Lille sera l'interlocuteur du titulaire pour les questions de commande et de paiement durant la durée de l'accord-cadre.

Le GIP FCIP, en tant que commanditaire des prestations, conserve les responsabilités relatives :

- A la validation des attendus fixés aux prestations ;
- A la priorisation des prestations de l'accord-cadre ;
- A la soumission des demandes et au contrôle de bonne réalisation de celles-ci ;
- Aux possibles modifications d'ordre réglementaire qui pourraient intervenir durant l'exécution de l'accord-cadre.

Le GIP s'engage à fournir au titulaire l'ensemble des informations et documents nécessaires pour la réalisation des prestations.

Chaque fois que le pouvoir adjudicateur jugera la démarche nécessaire, un rapport d'incident sera établi par l'accompagnateur. Le support sera le rapport incident annexé au CCAP.

Ce rapport d'incident vise à signaler tout acte ou tout comportement contraire aux stipulations du présent accord-cadre. Le rapport d'incident sera signé par le ou les accompagnateurs présents lors du déplacement.

La non-transmission de ce rapport dans un délai de 5 jours ouvrés fait l'objet d'une pénalité de retard.

## **10.2. Obligations du titulaire**

Le titulaire sera l'interlocuteur unique et direct du Pouvoir adjudicateur. Il est tenu à une obligation d'information, de collaboration, de conseil et de mise en garde.

Il assurera la responsabilité pleine et entière de toutes les prestations couvertes par le présent accord-cadre. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants de l'accord-cadre.

En cas de difficulté risquant de compromettre la bonne réalisation des prestations ou de remettre en cause les délais, le titulaire en informera immédiatement le Pouvoir adjudicateur par écrit.

Le titulaire s'engage à demander au pouvoir adjudicateur, en temps utile, toutes informations complémentaires qui lui seraient nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, un niveau de qualité résultant notamment :

- des stipulations de l'accord cadre,
- des normes françaises homologuées et des normes techniques applicables aux prestations,
- des usages professionnels et des règles de l'art.

Le Titulaire a une obligation de résultats dans l'exécution de ses engagements contractuels prévus dans l'ensemble des pièces contractuelles susmentionnées.

Il s'engage :

- à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis par et pour ce type de prestations,
- à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution,
- ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au projet ;
- à respecter toutes directives sanitaires intervenant en cours d'exécution du contrat (entretien des véhicules, respect de l'application des directives par les usagers, fourniture de protection sanitaire pour ses conducteurs et, le cas échéant, pour les élèves transportés n'en disposant pas malgré les consignes, etc.).

Le Titulaire s'oblige à assurer en particulier :

- une coopération étroite avec l'Acheteur ou tout tiers désigné par ses soins et notamment l'ensemble des partenaires ;
- le respect de ses engagements contractuels, dans les délais prévus ;

- la vérification de la teneur de tous les documents, les informations, les renseignements et les éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation et à indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations ;
- la responsabilité de la désignation, de la quantité et de la qualification de la main-d'œuvre ;
- l'exécution des prestations, sous sa responsabilité exclusive, avec l'effectif et l'assistance des ressources désignées dans sa proposition technique qu'il jugera nécessaires à l'accomplissement de ses prestations ;
- la réparation à ses frais dans les délais prescrits, des défaillances ou incidents dus à l'intervention de son personnel ;

Le Titulaire est tenu d'une obligation générale de conseils et notamment d'informations à l'égard de l'Acheteur.

Le Titulaire s'oblige notamment à :

- faire bénéficier l'Acheteur de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience ;
- fournir tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre le bon déroulement des prestations ;
- émettre son avis et ses remarques sur les solutions retenues et sur toutes les difficultés rencontrées ;
- informer sans délai l'Acheteur de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations de nature à retarder, entraver ou à compromettre le bon déroulement des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent accord-cadre ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations
- conseiller l'Acheteur dans ses choix et des demandes, notamment en matière d'évolution des services et de définition de nouveaux services ;
- s'assurer que ses collaborateurs, en charge de l'exécution du présent marché, s'expriment distinctement et aisément en langue française.

En aucun cas l'intervention de l'Acheteur ne dégage le Titulaire de son devoir de conseil au titre du présent accord-cadre, de sa responsabilité en tant que professionnel, ni le décharge de ses obligations.

#### **10.2.1      *Rappel sur le recrutement des conducteurs***

Le recrutement des conducteurs est de la responsabilité du titulaire de l'accord-cadre. Il doit s'assurer que ses conducteurs peuvent travailler auprès d'un jeune public et qu'ils n'ont jamais été condamnés pour des délits sur mineur.

Au titre des interdictions d'exercer une activité en contact avec des mineurs, l'acheteur impose aux soumissionnaires la vérification du bulletin n°3 du casier judiciaire au moment du recrutement par le titulaire de ses conducteurs (article L. 1221-6 du code du travail). De plus, l'acheteur souhaite imposer un tel contrôle lors de l'exécution du présent accord-cadre (article L. 1222-2 du code du travail), par une vérification régulière à chaque reconduction.

#### **10.2.2      *Prévention des risques de conflits d'intérêts***

Le Titulaire s'engage en toute circonstance à maintenir son indépendance d'analyse, de jugement et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence.

Le Titulaire s'engage à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Acheteur et ceux des autres entités amenées à participer directement ou indirectement au déroulement de l'accord-cadre.

Le conflit d'intérêts est défini par l'article L.2141-10 du code de la commande publique.

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire signale à l'Acheteur dès qu'il en a connaissance, toute situation le concernant et / ou concernant l'un des membres du groupement et/ ou l'un des sous-traitants auxquels il fait appel, susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, même potentiel ou temporaire, avec les intérêts de l'Acheteur.

Dans le cas où le Titulaire effectue un tel signalement, ou si l'Acheteur identifie une situation susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, le Titulaire soumet à l'approbation de l'Acheteur les dispositions qu'il se propose de mettre en oeuvre afin de faire disparaître cette situation.

Le Titulaire et /ou les cotraitants du groupement Titulaire s'engagent également à prévenir les conflits entre les intérêts de leurs sous-traitants et tous prestataires intervenant pour l'exécution du présent accord-cadre et les intérêts de l'Acheteur. À cette fin, le Titulaire et les membres du groupement Titulaire s'engagent à reproduire dans les contrats conclus avec ses sous-traitants et prestataires la clause suivante :

*« La société X s'engage à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre leurs intérêts matériels ou moraux et ceux du GIP FCIP de Lille.*

*Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire signale au [nom du Titulaire], dès qu'il en a connaissance, toute situation le concernant susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit entre leurs intérêts, même potentiel ou temporaire, avec les intérêts du GIP FCIP de Lille.*

*Dans le cas où une telle situation est signalée, ou si le GIP FCIP de Lille identifie lui-même une telle situation auprès de [nom du Titulaire], la société X soumettra à [nom du Titulaire] pour l'approbation du GIP FCIP de Lille, les dispositions qu'il se propose de mettre en oeuvre de sorte à faire disparaître cette situation. »*

### **10.2.3 Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

### **10.2.4 Respect de la législation du travail**

Le titulaire se doit de se conformer aux prescriptions des articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail contre le travail dissimulé.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se verra appliquer une pénalité conformément à l'article 18 du présent CCAP.

## **ARTICLE 11. GARANTIES**

Le titulaire garantit la conformité et le bon fonctionnement des prestations fournies pendant toute la durée d'exécution du marché, à compter de la date de notification.

A ce titre, le titulaire s'engage à :

- Remédier, à ses frais exclusifs, à tout défaut ou dysfonctionnement des prestations constaté par l'acheteur (par simple mail et/ou par courrier recommandé avec accusé de réception).
- Assurer la correction des prestations défectueuses dans le délai fixé par l'acheteur.

En cas de non-respect des obligations de garantie, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités afférentes.

### **11.1. Garantie de compétences**

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, le Titulaire doit notamment :

- Disposer de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les besoins de l'Acheteur,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité, de leur composition,
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes et de ses moyens matériels en cas de difficulté.

### **11.2. Garantie de continuité des prestations et de mobilisation des ressources**

Le Titulaire s'engage tout au long de l'exécution à garantir la stabilité des ressources qu'il a proposé que ces ressources aient été identifiées soit dans l'offre, soit dans l'organigramme actualisé signifié par le Titulaire en cours d'exécution de l'accord cadre, soit pour donner suite à un remplacement.

Il garantit de mettre tous les moyens ou ressources en œuvre, pour garantir la réalisation des prestations dans le planning fixé, quel que soit le volume des ressources à mobiliser et ce sans rémunération complémentaire, dans la mesure où aucune modification relevant du code de la commande publique n'est visée.

Le Titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, et à associer durant les prestations les agents/intervenants désignés par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à ce que son personnel et/ou celui de ses sous-traitants autorisés, chargé d'assurer la fourniture des prestations dispose d'un niveau de formation et de qualification approprié pour fournir les prestations.

Tout changement dans la composition de l'équipe proposée initialement devra être soumis à l'approbation de l'Acheteur. Le Titulaire s'engage à procéder à tout remplacement par une personne ayant au moins les mêmes qualifications que la personne remplacée.

Les salariés du Titulaire restent, pour la réalisation des prestations, sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur.

L'Acheteur ne doit en aucun cas se substituer au Titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. Dès lors, le Titulaire emploie et rémunère les membres de son personnel sous sa responsabilité exclusive au regard des obligations fiscales et sociales, en vigueur au jour de la signature de l'accord-cadre.

### **11.3. Garantie du respect de la réglementation et des règles de l'art**

Le Titulaire déclare posséder les capacités professionnelles lui permettant d'effectuer les prestations et s'engage à concevoir et faire réaliser les prestations en tous points conformes aux règles de l'art, aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Le Titulaire s'engage à prendre en considération les changements de lois et règlements en vigueur qui seraient susceptibles d'intervenir en cours d'exécution de l'accord-cadre, pour autant que ceux-ci s'appliquent de manière obligatoire aux prescriptions des bons de commandes ou des ordres de service.

La réalisation des prestations répond à un cadre réglementaire régi par le Code des Transports.

#### **11.4. Protection de la main-d'œuvre**

Le Titulaire remet à l'Acheteur **tous les six (6) mois, à compter de la notification de l'accord cadre** :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis), lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée,
- Les attestations délivrées par les administrations compétentes, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de ses paiements de cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

En cas de non-respect des obligations liées à la lutte contre le travail dissimulé, l'accord-cadre peut être rompu sans indemnité, aux frais et aux risques du Titulaire dans les conditions prévues au code du travail.

#### **ARTICLE 12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Le titulaire devra donner comme instruction à ses chauffeurs d'avoir une conduite respectueuse de l'environnement (écoconduite).
- Le Titulaire s'engage à maintenir, sur chaque année scolaire, la qualité environnementale de son parc au niveau indiqué dans son offre ou à l'améliorer.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

#### **ARTICLE 13. RESPECT DES PRINCIPES D'ÉGALITÉ, DE LAÏCITÉ ET DE NEUTRALITÉ**

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique

ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## **ARTICLE 14.        CLAUSE DE RÉEXAMEN**

Dans un souci d'optimisation et d'adaptation des prestations au regard des besoins de l'acheteur, une clause de réexamen est prévue pour permettre une révision concertée de l'organisation mise en place pour l'exécution du présent marché.

### **14.1.    Objet de la clause de réexamen**

Cette clause vise à adapter les modalités organisationnelles des prestations du marché en fonction des retours d'expérience, des évolutions techniques, ou des besoins exprimés par l'acheteur, sans remettre en cause l'objet principal ni les conditions économiques du marché.

### **14.2.    Déclenchement de la révision**

La révision de l'organisation des prestations peut être engagée dans les cas suivants :

- Lors de la survenance de difficultés constatées dans l'exécution des prestations, signalées par l'une ou l'autre des parties ;
- À la demande de l'acheteur, en vue de l'amélioration du service rendu aux bénéficiaires ;
- En cas de modification réglementaire ou technique impactant l'organisation prévue dans le marché.

### **14.3.    Modalités de mise en oeuvre**

La révision est engagée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par notification écrite adressée à l'autre partie.

Une réunion de concertation est organisée dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la notification, réunissant les représentants de l'acheteur et du titulaire.

Les parties s'efforcent d'aboutir à une solution concertée, formalisée par un avenant au marché.

### **14.4.    Effet des modifications**

Toute modification validée dans le cadre de la présente clause s'applique à compter de la notification de l'avenant au titulaire.

### **14.5.    Limite de la clause**

La clause de réexamen ne peut être utilisée pour introduire des modifications substantielles au marché, au sens des articles L. 2194-1 et suivants du Code de la Commande publique, sauf si un nouveau marché est conclu conformément à la réglementation applicable.



## **PARTIE 3. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION**

---

### **ARTICLE 15. OPERATIONS DE VERIFICATION**

#### **15.1. Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées dans les conditions suivantes :

- La conformité des prestations sera constatée à chaque déplacement par le pouvoir adjudicateur ou ses représentants.
- Les fiches incidents transmises par le titulaire permettront également de vérifier l'exécution des prestations dans les conditions prévues au CCTP.

#### **15.2. Décision après vérifications**

A l'issue des opérations de vérification, et par dérogation aux conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS :

S'il est constaté que le car présenté ne revêt pas les caractéristiques techniques conformes aux stipulations de l'accord-cadre et/ou de la demande (exemple absence de climatisation) : le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser immédiatement la prestation sans indemnisation possible du titulaire.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les caractéristiques techniques, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre et/ou de la commande, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

## PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

---

### ARTICLE 16. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### 16.1. Modalités de fixation et contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont mixtes.

Les prestations de mise à disposition du véhicule avec conducteur sont réglées par des prix forfaitaires. Le prix comprend la mise à disposition du véhicule avec conducteur en charge appliqué au trajet aller-retour et la capacité en nombre de places assises du véhicule mis à disposition.

Les prix unitaires des kilomètres correspondent aux kilomètres et aux temps de conduite en charge (ou commerciaux), mais elles peuvent parfois inclure des kilomètres et des temps de liaisons à vide nécessaires pour l'exécution de la prestation.

Les prix sont établis hors taxe ou nets de taxe et en euros en tenant compte de l'ensemble des éléments nécessaires à l'achèvement complet des prestations telles qu'elles sont décrites dans le CCTP.

#### 16.2. Contenu prix

Conformément au CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 : « Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, (...), à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. ».

En complément du CCAG FCS :

D'une manière générale, les prix unitaires du BP sont réputés comprendre toutes les charges, notamment celles afférentes aux kilomètres en charge et aux kilomètres à vide, aux coûts de prises en charge liés à l'aide au transfert de l'usager de son domicile au véhicule adapté à(aux) élève(s) pour un trajet donné, les moyens matériels, humains et l'ensemble des coûts afférents mis en œuvre par les Titulaires afin de réaliser le transport tel que définis par le présent CCAP.

A titre non exhaustif, les prix sont réputés intégrer a minima les charges suivantes :

- la rémunération et la formation du personnel,
- les assurances obligatoires pour assurer la couverture des Titulaires selon les dispositions du présent CCAP ;
- les éventuels tarifs de nuit, coût d'attente, frais de prise en charge, frais liés à des jours fériés, des samedis, des dimanches, frais de péages sur autoroute ; frais de stationnement ;
- tous les frais, charges, fournitures, matériels, amortissements, assurances et sujétions des Titulaire, y compris, le cas échéant, l'installation de l'utilisateur qu'il soit en fauteuil roulant transférable ou non transférable ou équivalent, les délais d'attente et de mise à disposition du véhicule et du conducteur avant l'arrivée au point de montée et de descente de l'utilisateur ainsi que tout aléa susceptible d'affecter le circuit où la circulation ;
- l'obligation faite au Titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue de répondre à l'ensemble des obligations liées aux prestations décrites au présent CCAP (astreintes, permanences...) ;
- l'ensemble des dépenses liées aux matériels roulants et matériels de communication et équipements, éthylotests, dispositifs de retenue pour les enfants de moins de dix ans transportés, homologués et adaptés à leur morphologie, nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Les prix de l'accord-cadre comprennent toutes les sujétions découlant des circonstances de temps, de lieu et d'horaire dans lesquelles la prestation concernée doit être réalisée.

Le Titulaire reconnaît avoir été suffisamment informés des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et ont élaboré leurs prix en connaissance de cause.

### **16.3. Variation des prix**

Les prix fixés dans le BPU sont réputés établis hors T.V.A., sur la base des conditions économiques du **mois précédant la remise des offres (M0), soit mars 2025.**

Ces prix sont valables pour la première année du marché. Ils sont révisables à l'échéance annuelle du marché, par application de la formule paramétrique ci-après :

$$P = P0 [ 0,15 + 0,85 ( I_n / I_0 ) ]$$

dans laquelle :

- P = prix révisé HT
- P0 est le prix HT indiqué dans le Bordereau de Prix (BP)
- $I_n$  : valeur de l'indice 07.3.2 « Transports routiers de voyageurs » (identifiant INSEE 001764119) du mois de mars de l'année de révision
- $I_0$  : valeur de l'indice 07.3.2 « Transports routiers de voyageurs » (identifiant INSEE 001764119) du mois de mars de l'année de révision

Le coefficient de révision, comportant trois décimales, est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire sera tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur son calcul de révision et son tarif revalorisé à chaque demande de renouvellement.

Dans le cas où un indice viendrait à être supprimé, le pouvoir adjudicateur proposera au titulaire un nouvel indice applicable.

### **16.4. Clause de sauvegarde**

L'évolution des prix, résultant de l'application de la formule paramétrique citée ci-dessus, ne pourra être supérieure à une moyenne de 5 % l'année sur la durée de l'accord-cadre.

En cas de dépassement de ce seuil, le GIP FCIP de Lille se réserve le droit résilier l'accord-cadre.

## **ARTICLE 17. AVANCE**

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

## **ARTICLE 18. MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **18.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

## **18.2. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : GIP FCIP de Lille

SIRET : 18592161600057

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION

### ARTICLE 19. PÉNALITÉS

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités, et les réfections le cas échéant, prévus au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'État.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais par un courrier électronique motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Pénalité	Montant
<b>Retard ou non-respect des horaires</b>	100 euros HT par constat
<b>Absence d'information aux établissements scolaires en cas d'absence de conducteur ou de retard</b>	100 euros HT par constat
<b>Non-respect des lieux de prise en charge ou de dépose</b>	200 euros HT par constat
<b>Retard pour le remplacement d'un véhicule</b>	30 euros HT puis 5 % de la valeur HT par 1/2 heure de retard supplémentaire
<b>Non-respect des attentes du CCTP en ce qui concerne l'attitude du conducteur</b>	100 euros HT par constat
<b>Absence de réponse du Titulaire dans les délais impartis suite à une sollicitation de l'acheteur par mail ou téléphone</b>	100 euros HT par constat et par jour de retard
<b>Pénalité d'office suite à la mise en place d'un rapport d'incident</b>	150 euros HT par incident avéré
<b>Non-respect des obligations d'accueil, d'accompagnement et de sécurité relatives aux obligations du conducteur ou des règles concernant</b>	200 euros HT par constat
<b>Non-respect du délai de transmission du rapport d'incident</b>	20 euros HT par fiche et par jour ouvré

<b>Mise à disposition d'un véhicule non conforme en termes de qualité de service (propreté, carrosserie)</b>	100 euros HT par constat
<b>Manquement grave au Code de la Route (fiche incident)</b>	100 euros HT par constat
<b>Pénalité pour non-respect de la législation du travail</b>	500 euros HT par manquement avéré

Avant émission de tout titre exécutoire ou prélèvement sur les factures émises par le Titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au Titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par l'Acheteur d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au Titulaire.

A réception de ce décompte ou de toute décision de l'Acheteur informant du principe de l'application de pénalités, le Titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités.

Si l'Acheteur décide d'appliquer des pénalités sans tenir compte des observations du Titulaire, ce dernier est dispensé, pour le règlement de ce différend, du respect de l'article 46 du CCAG FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne bénéficie d'aucun seuil d'exonération des pénalités.

Les pénalités prévues par le présent accord-cadre ne présentent aucun caractère libératoire.

L'Acheteur se réserve donc la possibilité de réclamer au Titulaire concerné la réparation de l'intégralité du préjudice éventuellement subi, s'il est distinct de l'objet de la pénalité.

Par ailleurs, le Titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

## **ARTICLE 20. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2142-1 et suivants du code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Lorsque la résiliation est prononcée au motif que le titulaire a déclaré ne pas pouvoir exécuter ses engagements, celui-ci encourt une pénalité égale à 5 % du montant hors taxes de l'ensemble de l'accord-cadre.

Le décompte de résiliation comprend le montant de cette pénalité au débit du titulaire dans les conditions prévues au CCAG.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaît par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la personne Responsable de l'accord-cadre des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion et la justification de son enregistrement légal. A défaut, le syndicat mixte se réserve le droit de résilier l'accord-cadre en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 22. LITIGES ET DIFFÉRENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS.

### **22.1. Règlement amiable des litiges**

En cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

### **22.2. Juridiction compétente**

Le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché :

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039  
59014, Lille Cedex  
Téléphone : (+33) 3 59 54 23 42  
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr  
Fax : (+33) 3 59 54 24 45  
Adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Le droit français est seul applicable.

**ARTICLE 23. DEROGATION AU CCAG FCS**

Articles du CCAP par lesquels sont introduites les dérogations		Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
<b>Article 14.2</b>	Décision après vérification	Articles 24 et 25
<b>Article 18</b>	Pénalités	Article 14

**ARTICLE 24. SIGNATURE DES PARTIES**

Signature du pouvoir adjudicateur :	Signature du titulaire :
Fait à , le	Fait à , le



## ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

---

### ARTICLE 1. DÉFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

### ARTICLE 2. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

### ARTICLE 3. OBLIGATIONS DES PARTIES

#### 1. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

#### 2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

#### 3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

#### 4. Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

#### 5. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

## **6. Documentation et conformité**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

## **7. Recours à des sous-traitants ultérieurs**

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

## **ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT**

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

## **ARTICLE 5 . NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

### **1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
  - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
  - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
  - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

### **2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

## **ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES**

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

## ARTICLE 7 . LISTE DES PARTIES

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

## ARTICLE 8 . DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :	
Catégories de données à caractère personnel traitées :	
Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires :	
Nature du traitement :	
Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement :	
Durée du traitement :	
Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement :	

## ARTICLE 9 . MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES, Y COMPRIS MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES VISANT À GARANTIR LA SÉCURITÉ DES DONNÉES

Information : Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité

approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel :	
Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement :	
Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique :	
Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :	
Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur :	
Mesures de protection des données pendant la transmission :	
Mesures de protection des données pendant le stockage :	
Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées :	
Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements :	
Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut :	
Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique :	
Mesures de certification/assurance des procédés et produits :	
Mesures visant à garantir la minimisation des données :	
Mesures visant à garantir la qualité des données :	

Mesures visant à garantir une conservation limitée des données :	
Mesures visant à garantir la responsabilité :	
Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement :	
Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement :	
Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement :	

#### ARTICLE 10 . LISTE DE SOUS-TRAITANTS ULTÉRIEURS

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :	